



Vote obligatoire ? Le Capital a besoin de spectateurs pour faire perdurer sa « farce démocratique » !

Voilà que revient dans le débat politique la question du vote obligatoire. « Pour prolonger le formidable élan de la marche républicaine du 11 janvier, François Hollande avait confié aux présidents des deux assemblées la mission de réfléchir à “l’engagement citoyen” et le sentiment “d’appartenance républicaine”. Le président de l’Assemblée nationale, Claude Bartolone, a dévoilé ce mercredi 15 avril devant la presse ses 61 préconisations pour, dit-il, “redonner de la chair au pacte républicain” »¹ ; l’une d’entre elles étant le vote obligatoire.

Il n’est pas étonnant qu’avec l’abstention qui augmente d’élection en élection, la classe dominante s’inquiète pour la légitimité des institutions qui la protègent. Car des élections sans électeurs rendent caduque l’institution elle-même, c’est d’ailleurs tout l’enjeu !

Il ne s’agit en aucun cas pour les serviteurs du Capital de sauver la démocratie – qui au passage n’en est pas une –, mais d’assurer un minimum de crédit à ceux qui sont élus. Mais finalement, le problème se trouve-t-il du côté des électeurs ou de celui des élus et des institutions du Capital ? Dit autrement, **pourquoi vouloir donner des obligations aux électeurs alors que les élus n’en ont aucune**, même pas d’avoir un casier judiciaire vierge ?

UN RÉGIME TOTALITAIRE À VISAGE DÉMOCRATIQUE

Vivre dans un régime totalitaire n’est pas politiquement correct, et pourtant... La classe dominante s’emploie avec ardeur à entretenir l’illusion démocratique pour préserver ses intérêts. Seulement le masque ne trompe plus grand monde.

Par exemple, les médias, propriété des grands groupes capitalistes, sont là pour préserver le monopole idéologique – base de tout régime totalitaire – de leur maître, le Capital ; et ça se voit ! De plus, la mascarade régulière des élections où ceux qui sont élus ne respectent jamais ce pour quoi ils l’ont été devient insupportable pour la plupart des électeurs. Pas que ces derniers ne veulent pas de démocratie, mais plutôt qu’ils voudraient une « vraie » démocratie et non une parodie !

Toutes les institutions – qu’elles soient nationales ou européennes – ont été mises en place par la classe dominante pour verrouiller toute possibilité d’un discours alternatif qui pourrait bousculer l’ordre établi et contredire la suprématie du Capital.

Imaginons un instant, alors que ceux qui sont élus ne font jamais ce pour quoi ils ont été mandatés, que personne n’aille voter. Ils ne représenteraient personne, même pas eux-mêmes puisqu’ils ne font jamais ce qu’ils disent, mais obéissent uniquement aux injonctions du Capital.

Ainsi, c’est l’institution elle-même qui devient obsolète et avec elle le verrou sur d’autres politiques que pourrait très légitimement revendiquer le Travail ; car finalement, un spectacle sans spectateurs ne donnerait lieu qu’à une représentation ! Ne serait-ce pas un chemin à suivre ?

¹ http://www.huffingtonpost.fr/2015/04/15/vote-obligatoire-claude-bartolone-francais-aussi-mais_n_7068394.html

UNE DÉMOCRATIE PAR ET POUR LE TRAVAIL

Le Travail est le seul créateur de richesses. Et à ce titre, il est légitime à gérer les affaires du pays. Évidemment, il est évincé de toutes les institutions du Capital, et c'est bien logique ! Imaginons une abstention massive, revendiquée comme moyen de délégitimer les institutions du Capital ; cela n'ouvrirait-il pas la voie à l'invention d'institutions du Travail et pour le Travail ; avec cette fois-ci des élus mandatés par le monde du Travail !

Dans l'absolu, la démocratie c'est quand tout le monde décide de tout et tout le temps. Dans la pratique c'est bien sûr impossible, il faut donc déléguer quelqu'un choisi par le plus grand nombre pour décider. Cependant, celui qui est élu par un groupe se place au service de celui-ci, mais aussi sous son contrôle. Il est évident qu'un mandat obtenu lors d'une élection n'autorise absolument pas celui qui vient d'être élu de faire ce qu'il veut ; cela n'existe que dans les institutions du Capital !

Ainsi, dans des institutions du Travail, on peut tout à fait imaginer le droit de vote au Travail, le droit d'être élu au Travail et sous le contrôle du Travail. Un mandat doit pouvoir être révoqué à tout moment ! Dans ces conditions, ne croyons-nous pas que tout le monde irait volontiers voter ?

Le 11 mai 2015

<http://rougesvifs.org>

